



Jamais les loyers et le logement n'ont été aussi chers en France et dans toute l'Europe. La spéculation bat son plein et malgré la crise, les milieux immobiliers s'enrichissent avec l'appui des gouvernements. En 2020 en France, le prix des logements a encore augmenté plus vite que l'inflation. Les profits issus du logement cher ont à peine diminué, malgré la crise sanitaire et sociale.

En Isère comme ailleurs, la crise du logement s'aggrave : toujours plus de sans-abri, de mal-logé.e.s, de jeunes et d'étudiant.e.s en galère, d'expulsions, de centres d'hébergement indignes, de logements insalubres...

En France, bien qu'insuffisantes, les lois qui nous protègent (encadrement des loyers, gel du loyer à la relocation, normes de décence, surface réelle, limitation d'Airbnb & Co...) **sont bafouées impunément** par une part des bailleurs privés et des agences.

L'État n'est pas en reste avec le non-respect de la loi DAHO/DALO, particulièrement en Isère, les expulsions illégales, le piétinement du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'indignité des conditions de vie dans lesquelles se trouvent de nombreuses familles hébergées à Voreppe, Marie-Reynoard, dans des hôtels insalubres...

Insatiables, ils veulent accélérer les expulsions, supprimer la trêve hivernale ou criminaliser des sans-logis qui occupent des locaux vides pour se protéger...

Menaces sur le logement social et les APL : Après la baisse de 5€ des APL fin 2017 et leur gel, le Gouvernement ampute encore les APL fragilisant les locataires modestes et les bailleurs HLM (RLS) afin de les jeter dans les bras des groupes financiers internationaux. Les constructions de logements sociaux fondent comme neige au soleil alors qu'il n'y jamais eu autant de demandeurs.euses de logement ! **Dans l'agglomération grenobloise, c'est ACTIS qui est menacée de privatisation** malgré l'opposition générale des fédérations de locataires et des syndicats de salariés !

Les victimes de cette politique d'austérité sont les 72.000 ménages locataires HLM : les locataires d'ACTIS ont par exemple vu le budget entretien du bailleur baisser de neuf millions d'euros en trois ans, tandis que des locataires de Grenoble Habitat en situation de handicap ont subi de multiples "pannes-prison" lorsque les prestataires ascensoristes n'ont plus les pièces endommagées en stock. Que dire enfin des locataires SDH vivant dans des passoires thermiques qui attendent des réhabilitations promises pendant des années, payant des charges d'électricité ou de chauffage complètement induës... les locataires du parc social sont les grandEs oubliés de la COP21!

Sur les 600 places d'hébergement ouvertes en Isère, **une partie des places sont laissées vides la moitié de l'hiver (env. 30%)** alors que de nombreuses personnes dorment toujours à la rue, y compris des familles avec enfants. Les conditions de vie imposées aux personnes hébergées restent déplorables: tant au niveau de l'accompagnement (inexistant), de l'alimentation (pas de cuisine dans les centres, une alimentation déséquilibrée et insuffisante), des conditions d'hygiène (manque de douche et de produits de base), de l'accès aux services publics (1h30 de transports en commun pour se rendre à l'école)...

Gentrification des centres villes, "renouvellement urbain" des quartiers populaires et expulsions record: à mesure que les politiques publiques et d'urbanisme font grimper les prix des loyers et de l'immobilier, les habitant.e.s modestes sont expulsé.e.s de la métropole. L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine multiplie les programmes qui ne font que déplacer la misère et détruire les solidarités de voisinage, pour le plus grand bonheur du secteur du BTP et de l'immobilier, avec la complaisance des collectivités locales et des bailleurs: des centaines de logements sociaux sont ainsi vendus ou démolis par exemple dans les quartiers Saint Bruno, Villeneuve, Abbaye, Mistral, mais aussi dans le centre-ville...

Les expulsions forcées sont en hausse constante et pourraient doubler en 2021 par rapport à 2018 (déjà année record), si le gouvernement reste inactif. **En Isère, le pire reste à craindre à partir du 1er juin**, date de fin de la trêve hivernale : les remises à la rue des centres d'hébergement risquent d'être massives, et les propriétaires peu enclins à laisser du délai supplémentaire à leurs locataires.

Des lieux occupés, réquisitionnés face à la faillite de l'État ou auto-gérés sont menacés, réprimés, invisibilisés : les Volets verts à l'Abbaye, la Matériothèque et la Cantine du Drac à Fontaine, le 6, rue Jay, le 38...

Les classes populaires, les femmes, les minorités, les exiléEs, les demandeurs de papiers... sont les plus exposé.e.s à ces politiques brutales et doivent, pour sortir de la rue, accepter des sous-logements à statut précaire.

Pourtant 3 millions de logements sont vacants en France, **19.000 sur le seul territoire métropolitain**, la loi de réquisition est inappliquée et les lois pour les sans-abri, les mal-logé.e.s, les victimes de marchands de sommeil ne sont pas respectées. Les propriétaires-vautours eux ne sont jamais inquiétés: leurs biens ne sont jamais saisis ni réquisitionnés.

IL Y A UNE ISSUE, DES SOLUTIONS! RÉCLAMONS:

- Un logement abordable, stable, décent, durable et écologique pour tou.te.s, sans discrimination
- Arrêt des expulsions, des coupures d'énergie, des remises à la rue, des pressions, des déménagements forcés!
- Un hébergement pérenne et adapté pour toute personne en faisant la demande, avec un accompagnement social permettant l'accès à un logement.
- Arrêt de la répression contre les sans-abris, les personnes vivant dans des habitats alternatifs, les occupant.e.s sans titre, les plus précaires, avec ou sans papiers, les exilé-es et les habitant.e.s des quartiers populaires!
- Baisse des loyers et gel des dettes liées au co-vid !
- Application de la loi de réquisition, du Droit Au Logement Opposable, de l'inconditionnalité et de la continuité de l'hébergement, du décret de décence des logements et de toutes les lois votées pour nous protéger!
- Production et réhabilitation massive de logements sociaux, en particulier ceux accessibles aux personnes ayant de faibles ressources (PLAI et PLUS). Arrêt des ventes et des démolitions de logements HLM!
- Revalorisation des APL et retrait de la réforme des aides au logement!
Transparence dans les attributions de HLM

GRENOBLE

SAMEDI 27 MARS

PLACE ST BRUNO

14H

